

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

N° 157, MARS 1998, Haïti, une île à la dérive



Avec une crise politique qui perdure, des infrastructures inexistantes ou en piteux état et 85 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, Haïti est l'économie la moins développée d'Amérique. Trois ans après le retour de la démocratie, les Haïtiens n'attendent plus rien et survivent grâce à l'aide de la diaspora.

PAR CHRISTOPHE WARGNY

Sitôt franchi l'aéroport exigü de Port-au-Prince, ce qui soûle, au travers des ouvertures du taxi brinquebalant entre le nid-de-poule des chaussées défoncées, c'est la foule. Une foule d'hommes et de véhicules, épaves roulantes jusqu'à la prochaine panne ou *têt bèf*, véhicules tout terrain flambant neufs — il y en a des milliers dans la capitale. Des grappes de marmots et une cohue de femmes, surtout, comme ces milliers de marchandes massées autour du Marché de fer, à deux pas des immenses bidonvilles du bord de mer, la Cité-Soleil. Les enfants, ici, sont toujours l'affaire des femmes. Et il faut absolument gagner les quelques gourdes — la monnaie locale — nécessaires pour se procurer riz, patates, haricots, huile ou bâtons de canne qu'on suce pour tromper la faim, et pour régler

le loyer qui se paie à la semaine, voire à la journée. Et quand on peut, l'écolage, ou prix de l'école.

Indépendante depuis 1804, l'ancienne colonie française, isolée et punie, n'a connu depuis deux siècles qu'une succession de dictatures. Le sommet a été atteint avec l'ère duvalieriste (1957-1986), une dictature trentenaire qui érigea l'obscurantisme en objectif, vidant le pays de sa matière grise. La première élection démocratique, en décembre 1990, porte alors au pouvoir un prêtre progressiste, le père Jean-Bertrand Aristide. Mais, patatras : l'armée intervient brutalement. Elle stoppe les premières réformes (modérées) et les discours (plus radicaux), et massacre en trois ans quelque 4 000 militants des organisations populaires. L'embargo international, l'Onu et l'administration Clinton, poussée par le lobby noir, ramènent Aristide et la démocratie en 1994. Le président, qui ne dispose plus que de quinze mois pour achever son mandat, choisit sa priorité, « thérapeutique » : contre l'avis de l'Oncle Sam, il dissout l'armée. Ce fut déjà beaucoup au royaume des tontons-macoutes, la milice armée duvaliériste.

La liberté reste le ventre vide

Dans ce pays encore rural à 60 %, plus de 50 000 paysans sans terre, les *braceros*, gagnent chaque année Port-au-Prince, représentant une petite moitié de l'accroissement démographique annuel. Ils viennent grossir les bataillons de chômeurs (70 % de la population) que rien ne retient dans les *mornes*, les collines dénudées qui couvrent les quatre cinquièmes d'Haïti. Même les femmes n'y économisent rien de leurs cinq heures quotidiennes consacrées à la recherche d'eau et d'énergie (en général le charbon de bois), aussi rares et chers que de mauvaise qualité. Après un plongeon de 20 % lors du dernier épisode militaire (1991-94), le produit intérieur brut stagne depuis le retour à la démocratie, il y a trois ans. La croissance économique progresse moins vite que la population : moins de 2 % en 1997, soit plus de 7 millions d'habitants et une densité approchant les 300.

La priorité aux pauvres, prônée par la théologie de la libération — l'aile radicale de l'Eglise catholique latino-américaine — qui porta Aristide au pouvoir, n'a guère pu se concrétiser. Quelques points d'eau ici et là, des ordures parfois ramassées, quelques carreaux de terre redistribués dans la plaine rizicole de l'Artibonite. En guise de réforme agraire, c'est peu. Rien en regard de l'immense espoir né chez ces damnés de la terre, lors de la chute des Duvalier. La liberté reste le ventre vide. En trois ans pourtant, Port-au-Prince, l'une des capitales les plus laides qui soient, a changé. Jamais on n'a tant construit de supermarchés, de banques, de bureaux et de maisons cossues. Les générateurs et l'air conditionné s'y multiplient, comme les vigiles armés et les 4x4 flambant neufs. On préfère ici adapter son véhicule à la route que l'inverse et « fabriquer »

soi-même son eau ou ses sources d'énergie. Les trafics amnistiés de la dictature (1991-94) se blanchissent et s'investissent. Dans la consommation des nantis et l'import-export, l'import surtout.

Aristide a cédé il y a deux ans le pouvoir à René Prével, l'un de ses lieutenants. La misère est toujours là, le charisme en moins. Le budget de l'Etat équivaut à celui d'une ville française de 300 000 âmes et dépend pour moitié de l'aide internationale ! C'est-à-dire autant des critères de la Banque mondiale que des carences ou de l'irresponsabilité des autorités locales. Servir l'Etat a été, deux siècles durant, se servir. On ne change pas du jour au lendemain les habitudes.

Un écosystème entièrement détruit

En vingt-cinq ans, la population a plus que doublé. Dans le même temps, la surface agricole diminuait de moitié. La couverture forestière aura disparu en 2002. Il ne reste plus que quelques forêts, dans les zones les moins accessibles. Si montagneux que soit le pays, les arbres finiront là aussi en combustible. Le charbon de bois est à peu près l'unique moyen de faire cuire les aliments et procure un revenu à beaucoup de paysans avec ou sans terre, leur permettant d'éloigner provisoirement la famine. Dans les périodes de crise, on les a même vus couper et brûler les manguiers ou les papayers.

Mais avec les arbres sont aussi parties les protections contre les violentes averses tropicales. Le ruissellement s'accélère à mesure que les roches sont mises à nu. Les limons disparaissent et l'agriculture avec. Les boues, vastes taches brunâtres repoussant de quelques kilomètres le bleu caraïbe, envahissent le littoral, polluant le plancton aussi sûrement que les déjections des 2 millions de Port-au-princiens et les dégazages des pétroliers qui savent l'île hors de tout contrôle. Les poissons s'éloignent donc des côtes où subsistent des espèces naines, des langoustes certes «délicieuses», mais de la taille de langoustines. Et comme les pêcheurs ne disposent que de voiles, pas question d'aller chercher le poisson plus loin. La richesse halieutique chute plus vite que la production agricole. Quant à la terre dénudée, elle retient moins cette précieuse eau qu'on ne sait pas garder. Il pleut plus qu'à Chartres ou à Chicago, mais la boucle est bouclée. Haïti est l'un des meilleurs — ou des pires — exemples au monde de désastre écologique.

Les vieilles recettes qui permettaient de sortir du cercle vicieux paraissent de moins en moins praticables. Entre l'ajustement structurel et un insupportable statu quo, y a-t-il une alternative ? Priorité à la réforme agraire et à l'alphabétisation, propose Lavalas, le mouvement populaire, aujourd'hui sans mobilisation ni moyens. Reste un paradoxe : un pays qui n'exporte rien survit et parvient à faire entrer le nécessaire... et le superflu pour quelques-uns. Même si c'est à des conditions de plus

en plus dures pour les plus démunis. Grâce à une «économie tête en bas», disait le président Aristide.

L'émigration a longtemps absorbé le trop-plein. Près de 2 millions d'Haïtiens vivent en Amérique du Nord et dans les Caraïbes. Qui aujourd'hui a envie d'en accueillir d'autres ? Qui a besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée, noire, sans le sou et potentiellement porteuse du sida ? Le retour de la démocratie, en 1994, a gommé l'ultime verrue du continent et a permis à Clinton de renforcer son image et de donner des gages à sa minorité noire, indispensable au Parti démocrate. Surtout, mais cela n'est écrit nulle part, ce rétablissement a stoppé le départ des *boat people* haïtiens vers la terre promise de Floride. Avec le prétexte de supprimer une répression politique, on a gagné quelques années, jusqu'à ce que l'enfer économique ne déclenche de nouvelles vocations. Les départs — et les naufrages — ont repris fin 1997. La tentation, comme on dit en créole, « *du passeport-requin* ».

ONG et sectes américaines

Les Haïtiens seront donc 8 millions à survivre à l'orée de l'an 2000. Avec un taux de mortalité infantile de 102 %, vingt-deux fois supérieur au nôtre, un revenu paysan de 800 francs par an et un médecin pour 10 000 habitants. Mais comment donc les 85 % de la population qui vivent en dessous du fameux seuil de pauvreté absolue pourront-ils y parvenir ? Grâce à des expédients certes, mais aussi à une économie informelle omniprésente, à l'aide internationale publique (l'Union européenne est en tête) ou privée (les ONG américaines sont les plus nombreuses), loin d'être négligeable. De la diaspora surtout. Dans cette énumération, un grand absent : l'Etat. Longtemps violent et prédateur, il est aujourd'hui inexistant, incapable, mais toujours convoité. En témoignent les luttes fratricides entre les factions de Lavalas, la lame de fond qui porta au pouvoir le père Aristide, véritable héros national.

Les ONG, ici, se comptent par centaines, spécialisées dans une aide d'urgence qui perdure ou dans un développement qui respecte plus ou moins les traditions et les aspirations indigènes. Un petit coup de chapeau cependant aux ONG européennes, parfois moins arrogantes et plus laïques. Pour toutes, Haïti, constitue un far-west : chacune délimite son territoire, ses modes d'action et d'intervention. Les autorités locales, quand elles existent, y voient plutôt des retombées dont elles profiteront les premières.

Il y a des régions où l'on vit mieux que dans d'autres, surtout quand on sait profiter de la concurrence effrénée que se livrent les religions et les sectes américaines. «Viens donc à mon Eglise et nous remplirons ta gamelle», celle des enfants. Une présence assidue peut même donner droit à un ersatz d'école, à quelques vêtements et même à davantage si l'on sait amener vers le sanctuaire de nouvelles âmes intéressées. Qu'on

n'imagine pas pour autant, comme le disent naïvement les statistiques, que le catholicisme et le vaudou s'effiloquent. Les Haïtiens, grands amateurs de loterie, prennent une troisième chance.

Si l'aide publique (la France intervient chaque année pour une centaine de millions de francs) ou privée pallie quelques carences depuis 1994, elle se heurte rapidement à la « faible capacité d'absorption » de l'Etat, comme disent les fonctionnaires internationaux. Et c'est souvent vrai : il n'y a en face que peu de répondant, c'est-à-dire aucune garantie que l'argent arrivera à destination, qu'il ne sera pas perdu ou bloqué dès la première vacance ministérielle. D'où des décaissements jamais effectués et des projets qui attendent, alors que les études sont réalisées et les décisions prises. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) estimait à 81 % le nombre des projets dans ce cas en 1996 et annonçait 86 % pour 1997, où la moitié de l'année s'est écoulée sans gouvernement.

L'aide essentielle aux familles — entre 0,5 et 1 milliard de dollars selon qu'on s'en tient au seul transfert d'argent ou qu'on y intègre les marchandises apportées — provient des Haïtiens de la diaspora, le Xe département (l'île en compte neuf). Beaucoup d'iliens disposent ainsi d'une rente, d'autant plus incertaine que la relation familiale avec ceux de l'extérieur s'affaiblit. Un lien précieux, tant le pays paraît, même aux yeux des expatriés, économiquement paralysé, politiquement hésitant ou incohérent. Bien sûr, l'argent venu de New York ou de Montréal est vite dépensé. Le grand commerce local est aux mains d'une dizaine de grandes familles port-au-princiennes, des monopoles que protégeait jadis l'Etat, c'est-à-dire l'armée. A chacune son secteur d'importation, et gare à qui voulait jouer de la concurrence ! Rien, depuis trois ans, ne paraît avoir vraiment changé, sauf les complicités dont bénéficient les saigneurs de la distribution.

L'oligarchie, mulâtre dans un pays à 95 % noir, ne paraît nullement inquiétée. La famille Mevs détient le commerce du sucre (le pays ne produit plus assez de canne !), du ciment, des chaussures et dispose de quais privés sur le port. Les Brandt règnent sur les oléagineux, les aliments pour bétail et les importations de voitures. Les Accra contrôlent les tôles, les emballages, le papier et la farine. Biggio est le roi du textile : vive les uniformes des écoliers Quant à Kwaly, il officie sur le marché parallèle des devises. L'argent du dixième département revient finalement dans le coffre de ces familles, avant de s'en retourner sans délai à la City ou à la Boston Bank, à Wall Street ou plus tranquillement à Saint-Domingue ou à Saint-Martin, la colonie franco-hollandaise dont les banques sont accueillantes et pas trop regardantes sur les appellations d'origine. Pas pour longtemps.

La Banque mondiale a bien sûr ses solutions. Aristide, plus préoccupé par l'élimination des macoutes, avait surtout gagné du temps avec les

baillleurs de fonds internationaux, récupéré un peu d'argent frais et biaisé, sachant bien que son successeur devrait accepter «les opérations chirurgicales sans délai et sans anesthésie», comme le résumait un conseiller. 1996 devait être la grande année de l'ajustement structurel. Al Gore, vice-président des Etats-Unis, en visite l'a dit : pas de privatisation, pas d'argent. Qu'Haïti supprime ses barrières douanières (pourtant bien discrètes), c'est-à-dire s'ouvre massivement aux céréales et autres produits américains; licencie à tour de bras ses fonctionnaires (il est vrai pléthoriques et incompetents), et vende aux compagnies nord-américaines les trois secteurs prometteurs que sont le téléphone, l'électricité, le port et l'aéroport de la capitale, et le pays aura ses 1 200 kilomètres de bonnes routes et autres infrastructures vitales.

Les maîtres d'Haïti ne veulent pas d'Etat

Les privatisations sont bien sûr en marche, laborieusement votées. L'enjeu était devenu plus emblématique que réel tant ces entreprises étaient corrompues ou manipulées par un Etat toujours clanique. Le processus a fait éclater la coalition populaire issue des luttes victorieuses pour la démocratie. Une démocratie avec président élu et Parlement, mais ligotée, immature, mineure ou écartée dès qu'il s'agit de développement économique. La Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI) auraient pu exercer leur fébrile volonté de libre concurrence en démantelant les monopoles privés. Sans parler du paiement de l'impôt et de toutes les formes d'aide qui permettraient à la classe moyenne d'exister autrement que dans le giron des oligarchies.

Mais les maîtres d'Haïti, ceux de l'intérieur et les autres, ont un point commun : ils ne veulent pas d'Etat, fût-il stratège, arbitre. Développeur et ciment d'une nation, jamais ! La loi de la jungle a ici tellement fait ses preuves. Les militaires avaient transformé Haïti en étape privilégiée de la drogue, entre Colombie et Etats-Unis. Les grandes familles viennent tour à tour d'obtenir des quais ou des ports privés. Sauf à compter sur l'aumône des habituels bailleurs, on ne voit pas sur quoi l'Etat pourrait exercer une quelconque autorité. D'autant que, faute d'appareil judiciaire et pressé par les Etats-Unis, l'Etat a dû amnistier de fait les crimes économiques et les autres, contre des promesses d'aide. On comprend qu'ici, après un siècle de colonisation et deux autres passés entre les mains d'une succession de satrapes ou d'incapables, le respect de l'Etat soit au plus bas. Comment la confiance reviendrait-elle sans un minimum de règles applicables à tous ? Même une vague égalité des droits.

La malnutrition touche un tiers de la population

Les routes sont toujours dans le même état, la scolarisation aussi. Plus l'Etat produit d'électricité, plus il s'appauvrit, les branchements

clandestins et les factures impayées formant les trois quarts du total. Et il n'y a pas ici de richesse du sous-sol. L'industrie, constituée pour l'essentiel d'entreprises d'assemblage installées dans la zone portuaire de la capitale, emploie de 20 000 à 30 000 personnes. C'est d'abord cela que veut favoriser la Banque mondiale, en encourageant — et en rassurant — les investisseurs extérieurs. Sans exclure un peu de tourisme (mais le retard des infrastructures est immense face à la concurrence régionale) et d'agro-alimentaire (café, mangues, rhum...).

Le FMI exclut des priorités le système sanitaire et éducatif. La réforme agraire ne dépassera pas le stade symbolique. La malnutrition a d'ailleurs, si on en croit l'Unicef, doublé en six ans, touchant près du tiers de la population. Côté Etats-Unis, l'Oncle Sam a compris avec lenteur qu'il ne risquait pas ici un autre Cuba. Une seule inquiétude demeure, jusque-là conjurée par une armada de garde-côtes et un minimum de charité : les boat people. Un rapport interne de la Banque mondiale concluait en 1996 que les deux tiers des ruraux ne survivraient pas aux lois du marché. Même si certaines ONG redoublent d'effort pour maintenir l'emploi rural. «Les contraintes issues d'un volume de production et d'un potentiel de ressources faibles ne laisseront à la population rurale que deux possibilités : travailler dans l'industrie et les services ou émigrer. » Ce qui signifie pour la majorité d'une population qui a aujourd'hui moins de vingt ans : pas de futur, sinon résigné.

Tel un bateau surchargé, l'île s'enfonce. La densité de population comme le niveau de pauvreté ou l'analphabétisme détiennent le record des Amériques. Haïti appartient, comme le disait Warren Christopher en 1994, à ces «pays en faillite que nous n'avons plus vocation à aider». Il faut seulement se prémunir d'une émigration de leur population. Désastre écologique ajouté à banqueroute économique, Haïti apparaît, suivant les standards internationaux, comme l'exemple type de l'élève rebelle, inconscient ou perdu, issu d'un milieu défavorisé. Comme une bonne dizaine de pays parmi les moins avancés, il n'a aucune chance de s'en sortir, à moins d'un renouveau de la théologie de la libération ou que quelque Che façon XXIe siècle n'apporte une alternative. Un miracle... Comme on dit en créole, *tout tan tèt pa koupé, li pa dezespere mete chapo*, «tant que la tête n'est pas coupée, elle ne perd pas espoir de porter un chapeau ».